

Les essais pilotes impliquant du cannabis sont irresponsables

Du 4 juillet au 25 octobre 2018, la Confédération a mené une procédure de consultation sur l'introduction d'un nouvel article 8a dans la *Loi sur les stupéfiants* (LStup) et sur l'ordonnance correspondante concernant les «essais pilotes impliquant du cannabis». Les «essais scientifiques» d'une durée de cinq ans impliquant la vente légale de chanvre psychoactif à des milliers de consommateurs de cannabis à des fins récréatives, ont pour but de fournir des informations sur une éventuelle évolution positive de la situation.

Le 27 février 2019, le Conseil fédéral a publié son rapport sur les résultats de cette consultation et a adressé son message au Parlement. Le Conseil national et le Conseil des Etats auront donc à s'exprimer lors d'une prochaine session.

Dans leurs réponses à la consultation, l'association «Jeunesse sans drogue JsD», les associations «Eltern gegen Drogen EgD» [Parents contre la drogue] et «Dachverband abstinenzorientierte Drogenpolitik DaD» [Association faîtière pour une politique de la drogue axée sur l'abstinence] ont rejeté ces expériences impliquant du cannabis à forte teneur en THC.

Les cantons de Berne, Fribourg, Glaris, Nidwald et Schwyz et les partis PDC, PEV, UDC et UDF ont fait de même. De surcroît, deux autres refus des essais pilotes prévus ont été déposés par la «Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP» et l'association patronale romande «Centre Patronal CP».

Voici quelques extraits significatifs des réponses négatives:

FSFP: «L'association estime que cette tactique du salami, devant conduire à la libéralisation dans le domaine de la LStup, n'est pas acceptable. Pour les fonctionnaires de police, cette procédure n'est pas compréhensible. Elle est responsable d'une charge accrue qui n'est pas ou pas assez accompagnée des ressources nécessaires. Soyons sérieux et honnêtes et parlons de libéralisation si déjà on y aspire.»

Canton de Berne: «Le Conseil-exécutif est convaincu qu'il existe déjà suffisamment d'études, de données et de bases de décision pour décider si l'usage non médical du cannabis doit ou non être légalisé en Suisse. Les effets négatifs de la consommation de cannabis sont bien connus depuis de nombreuses années.»

Canton de Schwyz: «Nous sommes d'avis que le présent projet de loi et d'ordonnance vise à faire avancer la légalisation du cannabis comme produit d'agrément et de dépendance. Dans ce contexte, il convient de noter que l'électorat suisse a déjà rejeté à plusieurs reprises la légalisation du cannabis.»

UDF: «L'UDF Suisse rejette la modification de la LStup pour permettre des essais pilotes exigeant la vente légale de cannabis à des fins récréatives. Les liens scientifiquement prouvés entre la consommation de cannabis et la violence montrent déjà suffisamment que toute libéralisation du cannabis aurait des conséquences fatales pour la société».

UDC: «L'UDC rejette toutes tentatives de libéralisation prétendant servir des études scientifiques. Lors des votations et des débats politiques précédents, nous disposions déjà de connaissances scientifiques suffisantes sur les effets nocifs du cannabis. Il n'est pas nécessaire d'effectuer des études sous influence politique pour observer d'éventuels changements dans l'usage récréatif d'une drogue dans l'hypothèse de sa légalisation.»

L'association «Jeunesse sans drogue» rejette aussi l'introduction de l'article 8a LStup. Grâce aux études internationales menées au cours des 20 dernières années, les effets négatifs sur le corps et le psychisme, liés à la consommation régulière de cannabis sont clairement démontrés. En outre, le plan expérimental ne correspond pas aux spécifications d'une étude scientifique exacte. Les résultats ne seront dès lors que peu significatifs et pourront donner lieu à toutes sortes de manipulations.

Depuis plus de 20 ans, l'association «Jeunesse sans drogue» s'engage à protéger les enfants, les adolescents et les jeunes adultes contre les dangers de la consommation de stupéfiants. Nous continuerons à nous engager pour une politique responsable et humaine de la drogue en offrant des informations factuelles et des activités utiles.

Verena Herzog,
Conseillère nationale
Présidente de l'association

Jean-Paul Vuilleumier
Secrétaire de l'association